

BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 22 – 4 février 2022

Pays nordiques

COVID-19	France	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Contaminations						
Nombre de contaminations	19 872 989	2 259 656	1 804 340	827 581	507 740	72 136
Taux de contamination (pour 100 000 hab.)	29 468	21 771	30 896	15 350	9 175	19 565
Nouvelles contaminations en 15 jours	4 697 525	559 320	572 102	288 797	100 029	20 601
Nouvelles contaminations en 15 jours pour 100 000 hab.	6 966	5 389	9 796	5 357	1 808	5 587
Décès						
Nombre de décès	131 588	16 100	3 811	1 466	2 041	47
Taux de décès (pour 100 000 hab.)	195	155	65	27	37	13
Nouveaux décès en 15 jours	3 719	475	276	54	279	3
Nouveaux décès en 15 jours pour 100 000 hab.	5,5	4,6	4,7	1,0	5,0	0,8
Vaccination						
Part de la population totale ayant reçu au moins 1 dose de vaccin	80%	75%	83%	80%	79%	84%
Part de la population totale ayant reçu au moins 2 doses de vaccin	78%	72%	81%	74%	75%	77%
Part de la population totale ayant reçu une 3^{ème} dose	53%	40%	61%	51%	46%	54%

Chiffres du 3 février 2022 – Sources : Agences nationales de Santé.

Corruption. Dans le dernier classement international de Transparency International sur la perception de la corruption dans 180 pays, les pays nordiques restent en très bonne position. Le Danemark et la Finlande se partagent la première place avec la Nouvelle-Zélande avec 88 points sur 100 (la moyenne mondiale est de 43/100). La Suède et la Norvège partagent la 4^{ème} place avec Singapour et l'Islande figure au 13^{ème} rang. La Finlande et la Norvège ont amélioré leurs scores par rapport à 2020, alors que l'Islande a reculé.

Telia renforce son partenariat avec Brookfield en zone nordique. Telia, l'opérateur télécom suédo-finlandais (ex TeliaSonera), vend 49% des parts de sa filiale Telia Tower Sweden au canadien Brookfield Asset Management et au suédois Alecta, pour 550 M€ (filiale qui gère les mâts et tours à installation d'équipements de communication). Cette acquisition intervient quelques mois après une opération identique dans laquelle Brookfield a repris 49% de Telia Tower en Finlande et en Norvège pour 730 M€. Telia garde toujours le contrôle de ses infrastructures, mais dégage en même temps près de 1,3 Md€ pour financer des nouvelles acquisitions et projets d'expansion.

Danemark

La dette de l'État est tombée à son plus bas niveau en 12 ans, d'après les derniers chiffres publiés par la Banque centrale danoise (*Danmarks Nationalbank*). Au 31 décembre 2021, l'endettement de l'administration centrale s'élevait à 438 Mds DKK (59 Mds€), soit 17,8% du PIB, le plus faible ratio enregistré depuis 2009. Le montant s'établit près de 200 Mds DKK (27 Mds€) en-dessous des prévisions arrêtées douze mois plus tôt par le ministère des Finances, qui tablait alors sur une dette avoisinant les 27% du PIB en fin d'année. Pour Tore Stramer, chef économiste de la Chambre de commerce danoise (*Dansk Erhverv*), cette baisse « incroyable » s'explique avant tout par la vigueur de la reprise économique post-Covid, illustrée par des niveaux d'emploi records et une consommation particulièrement dynamique, à l'origine d'une stimulation des recettes publiques issues de l'impôt sur le revenu et de la TVA. Fin 2020, la dette de l'État représentait 536 Mds DKK (72 Mds€), soit 23% du PIB.

La Première ministre Mette Frederiksen a annoncé le 26 janvier la levée de l'ensemble des restrictions sanitaires à compter du 1^{er} février. Celles-ci avaient été mises en place en décembre et avaient été partiellement assouplies le 16 janvier (réouverture des lieux de culture et de loisirs sous conditions, notamment). Les dernières mesures en vigueur (fermeture des lieux de vie nocturne, contraintes horaires pour les bars et les restaurants, jauges de rassemblement pour les événements culturels et sportifs en intérieur, port du masque imposé et présentation d'un pass sanitaire valide dans certains lieux) ne s'appliquent donc plus depuis le 1^{er} février. De plus, la Covid-19 n'est plus considérée comme une « *maladie socialement critique* » ; statut qui permet aux autorités d'introduire des mesures de restriction. C'est la deuxième fois que le Danemark supprime totalement les mesures de freinage de l'épidémie. Seules les exigences de test et d'isolement pour certains voyageurs à l'entrée du territoire sont maintenues. La levée totale des restrictions intervient toutefois à un moment où le nombre de contaminations est au plus haut (près de 50 000 cas par jour). Les autorités danoises s'appuient sur la large couverture vaccinale de la population (81% de la population est complètement vaccinée et 61% a reçu une troisième dose au 1^{er} février 2022) et sur la moindre sévérité du variant Omicron.

Un accord politique a été conclu pour faire face aux pénuries de main-d'œuvre. Le gouvernement social-démocrate, le parti Populaire danois, le parti Socialiste populaire, le parti Radical (social-libéral) et les Chrétiens-démocrates se sont entendus vendredi 21 janvier sur un ensemble de mesures visant à inciter les jeunes et les personnes âgées à chercher activement et conserver un emploi, alors que le nombre de postes vacants atteint des niveaux records au Danemark. Parmi les principaux points dévoilés figurent notamment la baisse de l'allocation journalière versée aux diplômés sans emploi après trois mois d'inactivité ainsi que l'assouplissement des règles relatives à la compensation des pensions vieillesse. 1,2 Md DKK (161 M€) sera en outre alloué à l'augmentation du crédit d'impôt pour l'emploi, dont bénéficie toute personne présente sur le marché du travail. Un projet de loi visant à abaisser temporairement de 448 000 DKK (60 054€) à 375 000 DKK (50 268€) le salaire annuel minimum requis pour être autorisé à travailler au Danemark sera par ailleurs soumis au Parlement, dans l'objectif de permettre à 10 000 travailleurs étrangers de bénéficier du régime. Malgré une promesse de 12 000 emplois supplémentaires d'ici 2030 (d'après les calculs du ministère des Finances), l'accord a été accueilli fraîchement par les économistes et les employeurs, qui regrettent son manque global d'ambition, notamment à l'égard du recours à la main-d'œuvre étrangère. Outre les mesures relatives à l'emploi, le compromis prévoit également une baisse progressive de la taxe sur l'électricité (de 90 à 79,6 centimes par kWh d'ici 2025), la création d'une nouvelle commission chargée d'examiner les droits de succession ou encore la fusion des fonds publics de croissance (*Vækstfonden*), de crédit-export (EKF) et d'investissement vert (*Danmarks Grønne Investeringsfond*) au sein d'une nouvelle entité baptisée *Danmarks Eksport- og Investeringsfond*.

Un nouveau partenariat industriel pour accélérer le développement de la technologie de captage et stockage du CO₂ (CCS). Les organisations patronales DI Energy, Dansk Fjernvarme (chauffage urbain), Dansk Offshore, Danske Rederier (transport maritime), le syndicat Dansk Metal ainsi que le think tank Axelfuture ont décidé d'unir leurs forces afin de favoriser la structuration d'une filière CCS permettant aux industries à forte intensité carbone de réduire leur empreinte climatique. L'ambition affichée est de faire du

pays un leader européen en la matière. Le Danemark serait en mesure de capter 4 à 5 M de tonnes de CO₂ par an à partir de sources ponctuelles et disposerait de capacités souterraines de stockage situées entre 16 et 22 Mds de tonnes, notamment dans les gisements épuisés de mer du Nord, d'après les premiers éléments présentés par la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*). Le partenariat devrait en outre permettre la création de 3 000 nouveaux postes, et pourrait contribuer à préserver les 14 000 emplois du secteur pétro-gazier danois menacés par la transition énergétique à horizon 2050.

Vestas désignée entreprise la plus durable du monde dans le 18^{ème} classement annuel établi par Corporate Knights. Le leader danois de l'énergie éolienne – 145 GW installés dans 85 pays – a été

distingué parmi près de 7 000 groupes présentant un chiffre d'affaires supérieur à 1 Md\$, sur la base d'une évaluation fondée sur 23 critères. 21^{ème} l'an passé, Vestas récolte les fruits de sa stratégie de durabilité (conception de produits circulaires, réduction des émissions de CO₂ et de la production de déchets, alignement des objectifs des fournisseurs stratégiques) déployée sur l'ensemble de sa chaîne de valeur depuis 2020. Au total, « Vestas a aidé ses partenaires à éviter plus de 1,7 Md de tonnes d'émissions carbone au cours des quatre dernières décennies », a déclaré le PDG du groupe, Henrik Anderson. Avec quatre autres entreprises dans le Top 100 – Chr. Hansen (2), Ørsted (7), Novozymes (35) et Coloplast (83) –, le Danemark figure parmi les pays les mieux représentés dans ce classement 2022.

Finlande

Prévisions : l'économie finlandaise devrait poursuivre sa croissance robuste en 2022. Les banques Nordea et OP prévoient respectivement une croissance du PIB de 3% et 2,7% cette année. Les restrictions et les quarantaines, liées à la forte diffusion du variant Omicron, qui ont perturbé l'économie en ce début d'année, ne devraient pas affecter la dynamique de croissance avec des carnets de commandes dans l'industrie et la construction particulièrement chargés. Les deux institutions financières prévoient par ailleurs une amélioration significative du taux d'emploi et du taux de chômage ; ce dernier tombant à 6,3% selon OP, soit le niveau le plus bas depuis 1990. En 2023, la croissance devrait cependant légèrement refluer (+1,7% pour OP et +2% pour Nordea).

Le groupe Ren-Gas lance deux projets de production d'hydrogène vert. La société de développement de projets P2X (c.à.d. de transformation d'électricité en un autre vecteur d'énergie : hydrogène, méthane ou autres gaz) Ren-Gas vient de conclure deux accords de partenariats avec des fournisseurs énergétiques locaux (à Lahti et en Savonie du Sud) pour l'édification de deux centrales à hydrogène vert. Ces dernières construites à Lahti et à Mikkeli auront respectivement une puissance d'électrolyse de 120 MW et 40 MW, et produiront annuellement l'équivalent en gaz de 50 millions et 17 millions de litres de carburant pour le secteur du transport routier. En outre, la chaleur résiduelle issue des centrales

fournira environ 40% du chauffage urbain mis en vente par les deux groupes énergétiques locaux. L'unité de Lahti, dont le coût est estimé à 250 M€, sera partiellement mise en service à partir de 2025 (mise en marche d'une première unité d'électrolyse d'une capacité de 20 MW) et fonctionnera à pleines capacités en 2030 (120 MW). L'unité de Mikkeli, pour laquelle l'investissement de Ren-Gas s'élève à 100 M€, sera livrée en 2026. La jeune entreprise finlandaise, créée en 2021, projette de construire entre 10 et 15 centrales à hydrogène sur l'ensemble du territoire.

La FinTech britannique Revolut s'installe en Finlande sous la forme d'une banque. Revolut, plateforme financière internationale comptant plus de 18 millions d'utilisateurs dans le monde, offre de nombreux services bancaires en ligne à ses clients et est particulièrement utilisée pour le paiement mobile instantané et gratuit en devises étrangères. La FinTech qui, depuis 2020, opère également depuis son siège en Lituanie sous la forme d'une banque (*Revolut Bank*), vient de mettre en service sa licence européenne de banque spécialisée en Finlande. Les clients de *Revolut Bank* en Finlande pourront désormais bénéficier de services de dépôts protégés et garantis à hauteur de 100 000€. Après avoir déployé sa licence bancaire lituanienne en France en décembre 2021, et en Finlande et neuf autres Etats membres de l'UE le mois dernier, *Revolut Bank* est de fait présente sur l'ensemble du territoire de l'UE.

Nordic Bioproducts Group va développer une usine de production de fibres textiles écologiques à Lappeenranta.

Nordic Bioproducts Group, un spin-off de l'Université Aalto, a développé une nouvelle fibre textile (Norratex) fabriquée à partir de sous-produits de l'industrie forestière, de déchets textiles et de pâte à papier. Cette fibre est fabriquée sans produits chimiques toxiques ni solvants coûteux, contrairement à la viscose traditionnelle, fabriquée à partir de pâte dissoute, dont le coût peut être jusqu'à 30% plus élevé. Une usine

pilote de 30 M€ va être construite à Lappeenranta, avec une capacité de production annuelle de fibre Norratex d'environ 10 000 tonnes. Plusieurs investisseurs sont impliqués dans le projet, notamment le fonds chilien *CMPC Ventures*. La filière du textile renouvelable connaît un vrai essor en Finlande, et de nombreuses autres entreprises comme Spinnova, Infinited Fiber, Metsä Spring ou Fortum (en coopération avec des universités comme Aalto ou Helsinki, et centres de recherche) développent ce type de produits.

Islande

L'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,5% en janvier. Elle s'élève à 5,7% en glissement annuel. C'est le taux d'inflation annuel le plus élevé depuis avril 2012.

Les sociétés de tourisme Nordic Visitor, Iceland Travel et Terra Nova ont fusionné. La nouvelle société qui porte le nom de Travel Connect sera l'une des plus grandes entreprises touristiques du pays.

Norvège

Rendement record pour le fonds souverain en 2021. A la faveur des cours élevés du gaz, l'Etat norvégien a engrangé des recettes fiscales record dans le secteur des hydrocarbures en 2021 (295 Mds NOK soit 29,5 Mds€). Le précédent record avait été enregistré en 2008 (253 Mds NOK, 25 Mds€). La valeur du fonds souverain a lui augmenté de 1 580 Mds NOK (158 Mds€) en 2021, soit un rendement de 14,5%, nettement supérieur au rendement moyen depuis la création du fonds (6,6%). Les placements immobiliers ont enregistré un rendement de 13,6%, tandis que les investissements dans les nouvelles technologies ont permis un rendement de 30,2%. A eux seuls, les groupes Microsoft, Google et Tesla ont rapporté respectivement 78, 64 et 25 Mds NOK (7,8, 6,4 et 2,5 Mds€) au Fonds pétrolier. Par ses investissements en France, le fonds souverain a gagné 88 Mds NOK (8,8 Mds€) l'an dernier. Son directeur, Nicolai Tangen, s'inquiète toutefois de la remontée de l'inflation, qui pourrait avoir des répercussions sur les résultats de l'institution.

Allègement des mesures de lutte contre la crise sanitaire. Le gouvernement norvégien a annoncé le mardi 1^{er} février au soir la levée de la quasi-totalité des

mesures visant à lutter contre la crise sanitaire. L'interdiction nationale de vente d'alcool dans les bars et restaurants est levée. Tous les établissements scolaires passent au niveau vert soit un niveau d'activité normal. La fin du télétravail obligatoire a également été annoncée ainsi que la fin des quarantaines pour les proches des personnes contaminées qui doivent toutefois se faire tester 5 jours après le dernier contact. La période d'isolation pour les personnes testées positives est désormais de 4 jours contre 6 jours auparavant. Enfin les tests à l'entrée du territoire norvégien ne sont plus obligatoires. Le gouvernement a rappelé la nécessité du port du masque lorsque le mètre de distance ne pouvait pas être respecté (transports publics, magasins...).

Le gouvernement norvégien annonce la mise en place d'une feuille de route pour faire de la Norvège un géant industriel vert.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Jan Christian Vestre, le ministre des Finances, Trygve Slagsvold Vedum, et le Premier ministre, Jonas Gahr Støre, ont annoncé dimanche 30 janvier commencer à travailler sur une feuille de route industrielle verte pour réaliser de grands projets dans les domaines de l'hydrogène, de l'éolien en mer, de la gestion du CO₂, des

batteries, de la sylviculture et de l'arboriculture, ainsi que d'autres projets verts dans l'industrie continentale. L'objectif annoncé par Jan Christian Vestre est de faire de la Norvège un géant industriel vert grâce à l'expertise du pays et à son énergie renouvelable. Le ministre du Commerce et de l'Industrie aura la responsabilité globale, au sein du gouvernement, des travaux sur la feuille de route qui devrait être présentée au printemps 2022.

Des manifestations contre la hausse des prix de l'électricité. Le 20 janvier, dans plusieurs grandes villes de Norvège, des manifestants se sont réunis pour réclamer « des tarifs maximums de 50 øre/kWh », soit 50€/MWh. Sylvi Listahug, présidente du parti du Progrès, s'était jointe au cortège devant le Storting. Dans la foule, le leader du parti Rouge, Bjørnar Moxness, réclamait quant à lui une prise en charge des factures des ménages par l'Etat dès 35 øre/kWh, au lieu du seuil actuel de 70 øre. Dans le contexte actuel de prix record de l'électricité, seuls 1% des

clients des principaux fournisseurs (Fjordkraft, NorgesEnergi, Fortum) demandent des facilités de paiement comme un étalement des mensualités. Ils sont néanmoins deux fois plus nombreux qu'en 2019 et 2020, observent ces entreprises. Selon Aftenposten, les aides de l'Etat aux ménages seraient donc bien ciblées, puisqu'elles permettraient au ménage moyen de voir sa facture mensuelle n'augmenter que de 3 600 NOK (360€) plutôt que de 8 700 NOK (870€) cet hiver.

La Banque de Norvège ne relève pas de nouveau ses taux. Comme elle l'avait indiqué lorsqu'elle avait relevé les taux directeurs à 0,5% en décembre dernier, la Banque de Norvège a confirmé le 20 janvier que le prochain ajustement serait annoncé en mars. Cette décision est motivée par la levée progressive des restrictions sanitaires, qui devrait accélérer la croissance observée depuis cet automne.

Suède

Les grandes entreprises seront obligées de déclarer les délais de paiement. Le gouvernement compte faire adopter une loi qui forcera les entreprises de plus de 250 salariés à déclarer au registre suédois du commerce (*Bolagsverket*) leurs délais de paiement aux fournisseurs.

Les émissions d'emprunts obligataires « corporate » ont atteint des niveaux records en 2021. Ce mode de financement a représenté 210 Mds SEK (21 Mds€) en 2021, contre 158 Mds SEK (15,8 Mds€) en 2020. Parmi les entreprises ayant réalisé les émissions des montants les plus importants figurent Scania (13,5 Mds SEK), Volvo AB (9 Mds), Vasakronan (6,8 Mds) et Heimstaden Bostad (6,6 Mds), entreprises des secteurs des transports et de l'immobilier. Les établissements en charge de la stabilité macro-prudentielle (Régulateur marchés financiers, Agence de la dette et Banque de Suède) encouragent désormais les sociétés à réaliser davantage d'émissions de « taille benchmark », c'est-à-dire d'un montant d'au moins 1 Md SEK (100 M€), afin de renforcer l'attractivité du marché obligataire suédois.

64 entreprises Tech sont valorisées à plus de 1 Md SEK (95 M€). En 2017, la Suède comptait 14 entreprises du secteur de la Tech valorisées à plus de 1 Md SEK (95 M€), 45 en 2020 et 64 fin 2021. Le podium des licornes reste dominé, dans l'ordre, par Klarna (fintech), Nortvolt (batteries), Trustly (fintech), Neo4j (software), Kry (médecine en ligne), Epidemic Sound tech sonore) et Apotea (distribution de produits pharmaceutiques).

« X-tra », la nouvelle chaîne de distribution discount de Coop. Coop, coopérative de la grande distribution qui détient 20% de part de marché en Suède, a décidé de concurrencer Lidl et de se positionner sur le discount. La chaîne sera baptisée « X-tra » et Coop annonce un objectif d'implanter 70 établissements en 2022, essentiellement basés dans le tiers sud du pays.

Le gouvernement accorde 100 M SEK (9,6 M€) à 23 aéroports régionaux pour compenser les pertes liées à la baisse du trafic aérien, qui reste durement touché par la pandémie. L'aide sera versée aux municipalités qui sont propriétaires et exploitent des aéroports régionaux. Elle s'ajoute à l'aide structurelle aux

municipalités pour l'exploitation des aéroports régionaux de 100 M SEK/an (9,6 M€). Cette aide est déjà critiquée par certains acteurs du secteur car elle n'apporte aucun soutien aux aéroports situés à moins de 2h du hub de Stockholm. Le gouvernement prolonge par ailleurs la mesure de soutien aux prestataires de contrôle du trafic aérien adoptée au printemps 2021. L'aide prévoit d'augmenter de 26,5 M SEK (25 M€) les possibilités de prêts aux prestataires pour couvrir les déficits induits par la pandémie en 2020 et 2021. Ces prêts devront être remboursés dans un délai de cinq ans à compter de 2023.

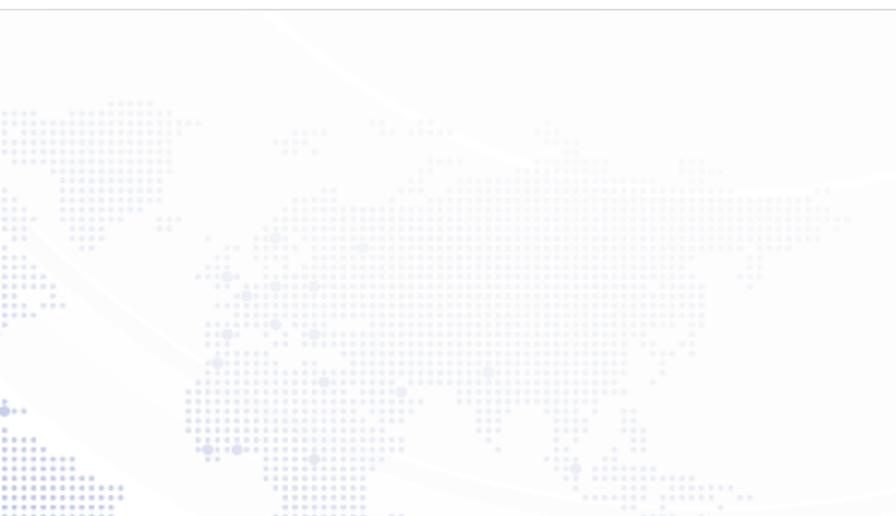
Norwegian ouvrira une base à Stockholm-Arlanda en avril 2022 et recrutera 270 hôtesses de l'air et stewards. En pleine restructuration après avoir abandonné son activité long-courrier, la compagnie low cost norvégienne avait relancé ses opérations depuis l'aéroport de Stockholm Arlanda en avril 2021, après un an d'absence lié à la pandémie.

Huawei engage une procédure d'arbitrage contre le royaume de Suède devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) après son bannissement du marché de la 5G. Huawei réclame 5 Mds\$ à la Suède en compensation des dommages qu'il estime avoir subi depuis que l'Autorité suédoise des postes et télécommunications (PTS) a prohibé l'achat pour les opérateurs mobiles suédois des

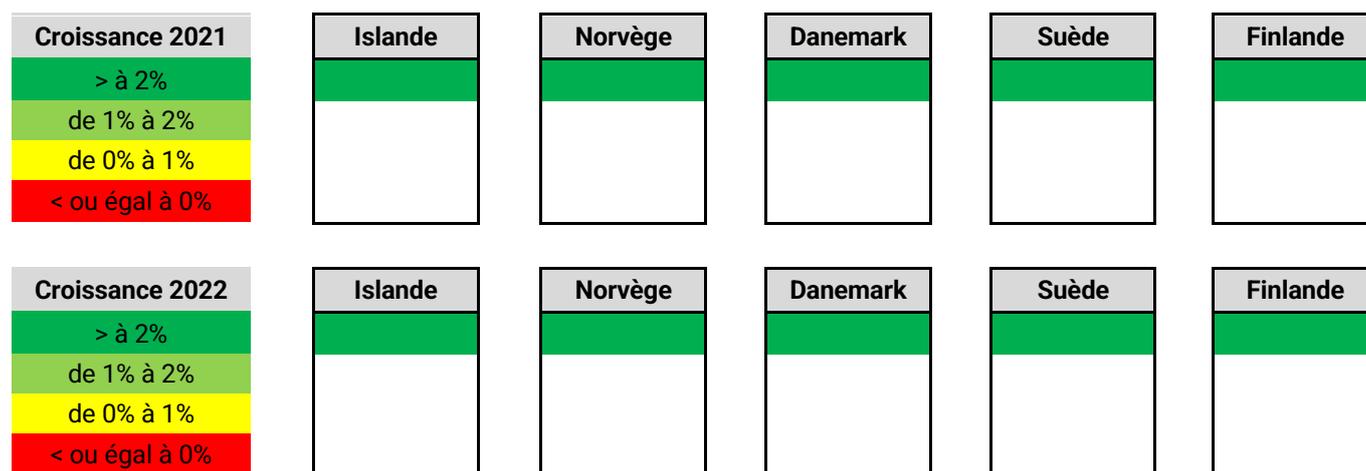
équipements 5G au géant chinois des télécoms en octobre 2020. Pour mémoire cette décision avait été prise en concertation avec les services secrets et les forces armées suédoises, qui estimaient que les équipements 5G de Huawei pouvaient porter atteinte à la sécurité de la Suède. La saisine du CIRDI intervient après l'échec de tous les recours déposés par Huawei auprès de la justice suédoise.

Le gouvernement a donné son accord au projet de stockage du combustible nucléaire en couche géologique profonde, ainsi qu'à l'usine d'encapsulation du combustible CLINK.

Il a estimé que les projets sont en accord avec le Code de l'Environnement et la loi sur les activités nucléaires. Toutefois, le gouvernement a conditionné son accord à des examens par étape de la technologie du SKB par l'Agence SSM au regard des futures avancées scientifiques dans les prochaines années. Selon le gouvernement, l'ensemble du combustible nucléaire usé suédois devrait être stocké au SFK d'ici 70 ans. Contrairement à la Finlande, le gouvernement n'aura pas à donner son accord avant la mise en opération du site. L'Agence SSM en aura la responsabilité. L'Agence SSM et le tribunal de l'Environnement pourront imposer de nouvelles conditions (nouvelle épaisseur des containers, etc) au cours des prochaines années avant que la construction du site ne soit finalement décidée. En cas de risques avérés de corrosion et de non-conformité de site au Code de l'Environnement, la Cour suprême de l'Environnement pourrait même annuler la décision du gouvernement.



Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : FMI, prévisions d'automne (octobre 2021)

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	3,9	2,8	2,5	2,0	3,7	3,7	4,9	3,4	3,9	3,1
Banque centrale	3,8	3,1	3,5	2,8	3,9	4,5	4,7	3,8	4,0	3,9
Institut stat./ conjoncture*	3,9	3,6	3,5	3,0	3,6	3,8	4,6	3,9	2,6	4,8
Commission européenne**	4,3	2,7	3,4	2,8	3,1	2,8	3,9	3,5	3,4	4,3
FMI***	3,8	3,0	3,0	3,0	3,0	4,1	4,0	3,4	3,7	4,1
OCDE****	4,7	2,4	3,5	2,9	4,2	4,2	4,3	3,4	5,0	5,2
SEB (11/2021)	3,6	4,1	3,2	3,0	2,7	3,7	4,6	3,9	-	-
Nordea (11/2021)	3,3	2,7	3,5	3,0	3,9	3,9	4,5	3,5	-	-
Danske Bank (11/2021)	4,0	3,0	3,3	3,0	3,8	4,0	3,9	3,5	-	-

Sources :

* Suède : Konjunkturinstitutet (KI) (11/2021), Danemark : Conseil des Sages, Det Økonomist Råd (11/2021), Norvège : SSB (09/2021), Finlande : ETLA (11/2021), Islande : Statische (09/2021)

** Prévisions d'automne (novembre 2021)

*** World Economic Outlook (octobre 2021)

**** Perspectives économiques (décembre 2021)

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration

Autres indicateurs macroéconomiques

Déficit public	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	-0,2	1,0	-5,2	-3,3	-2,9	-	-0,8	-0,1	-9,7	-7,3
Commission européenne *	-0,9	-1,3	-3,8	-2,4	-0,2	1,3	-0,9	0,3	-10,1	-6,5
FMI **	-1,9	0,1	-4,6	-2,6	-5,9	0	-2,6	-0,8	-8,7	-6,4
OCDE ***	-1,5	0,3	-4,0	-2,2	-2,4	-0,6	-1,3	-0,2	-11,6	-7,9

Dette publique	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Gouvernement	37,4	34,1	71,4	72,5	-	-	36,3	32,9	57,5	62,2
Commission européenne *	41,0	38,8	71,2	71,2	43,9	42,8	37,3	34,2	65,6	67,5
FMI **	38,8	38,5	72,2	72,2	42,7	42,4	39,6	39,9	75,8	75,4
OCDE ***	39,8	38,4	77,4	82,4	-	-	36,8	34,1	80,7	86,6

Autres	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Inflation*	1,7	1,9	1,8	1,9	-	-	2,4	1,9	-	-
Consommation privée *	3,4	4,4	3,1	3,8	5,5	4,2	3,7	3,5	2,8	3,8
Chômage (BIT) **	5,4	5,3	7,8	6,8	4,3	4,0	8,9	7,9	7,0	5,0

Sources :

* *Prévisions d'automne* (novembre 2021)

** *World Economic Outlook* (octobre 2021)

*** *Perspectives économiques* (décembre 2021)

Code couleur des mises à jour :

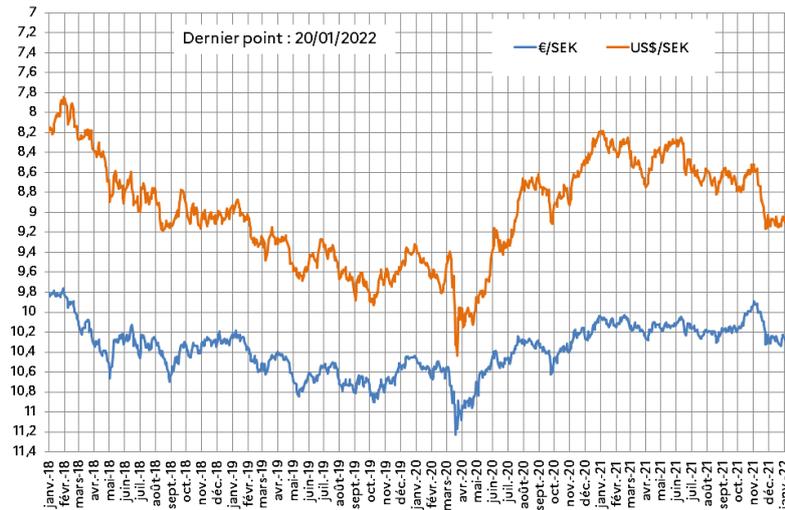
En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

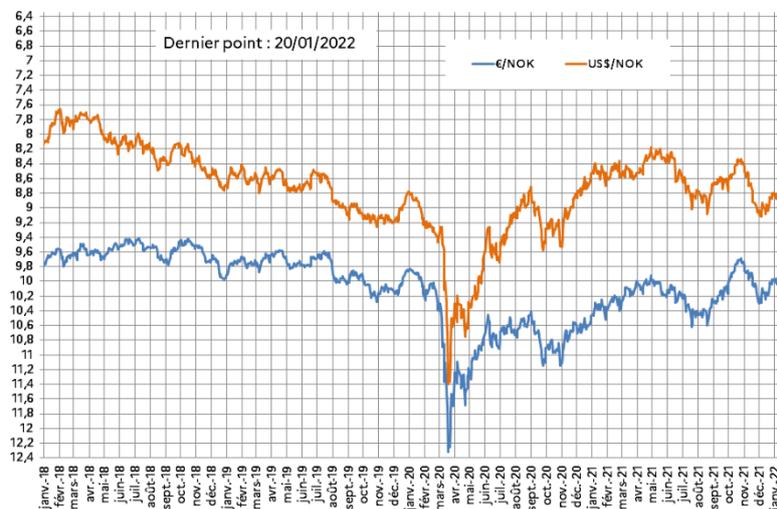
En vert : amélioration

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :

Rédacteurs :

- Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).
- Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, A. Duny), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, N. Chaumont), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Charrier) et de l'ambassade de France en Islande (C. Henry-Ducos).

Pour s'abonner :

pauline.charrier@dgtresor.gouv.fr